

LETTRE D'ABDEL KRIM AU PARLEMENT FRANÇAIS.

(20 Août 1925)

Nous avons l'honneur de vous soumettre ce mémorandum adressé à la chambre des députés de la Nation française.

Il a pour but d'exprimer aux honorables représentants nos sentiments de respect, mais aussi de porter à leur connaissance notre profond regret des imputations qui nous ont été attribuées par son Excellence le maréchal Lyautey de même que par la presse française qui a répandu d'innombrables rumeurs afin de discréditer à vos yeux notre réputation et notre honneur.

En vérité, il nous est excessivement pénible de lire dans les journaux de Paris, de la part de quelques-uns des principaux hommes d'Etat de votre pays, les démentis honteux de leurs rapports et de leur correspondance avec nous, y compris le refus de nous accorder une entrevue à Paris, en 1923.

Bien au contraire, nous avons correspondu avec le maréchal Lyautey et, indirectement, nous avons parlé avec M. Painlevé, exprimant à l'un et à l'autre nos sentiments amicaux envers la France qui, selon notre pensée, devait être la première à soutenir nos revendications et nos droits nationaux sans lesquels il nous est impossible de vivre. Nous avons, en maintes occasions, correspondu avec le maréchal Lyautey; nous lui avons envoyé des messages dans le seul but d'arriver à un accord. Nous estimons hautement le maréchal et son gouvernement du Maroc français; malheureusement, il n'a pas voulu nous entendre, de même qu'il n'a pas voulu recevoir nos messages (si ce n'est avec mépris!)

Il nous est apparu, dès la première occasion, que nous avons eue d'entrer en contact avec le maréchal, qu'il ne nous regardait pas avec des yeux bienveillants et qu'il nous traitait avec dédain en dépit de nos efforts de conciliation et de notre vif désir de rester en bons termes avec la République française.

Quand, au début de l'année dernière, nous avons été au courant de la décision du maréchal Lyautey d'augmenter ses forces sur l'Ouerghan nous avons dépêché un message à Fez pour lui demander une explication. Mais le résultat de cette démarche, comme de tous nos efforts antérieurs selon les méthodes pacifiques dans nos conversations et nos correspondances avec des ministres, a été négatif. L'armée française a avancé dans la région le El-Jaya et des Beni-Zerouals et y a établi des postes fortifiés. Néanmoins, nous espérons encore dans la paix jusqu'au moment où nous sommes aperçus,

cette année, que le maréchal d'annexer notre pays à la zone française. Dans ce même temps, le maréchal Lyautey n'avait cessé d'écarter les tribus contre nous et de les encourager à nous attaquer directement. Ces actes du maréchal Lyautey ne nous laissent pas d'autre issue que de prendre les armes contre vos soldats et de défendre la liberté de notre pays comme nous l'avons toujours fait. Le maréchal Lyautey, dédaignant les droits d'une petite nation, s'en est reposé sur la force; oubliant que la victoire vient toujours à ceux qui combattent pour la justice et la défense de leur honneur. Mais le temps écartera les nuages du mensonge et le soleil de la vérité triomphera.

Nous sommes accusés d'être des rebelles, mais nous combattons pour notre propre pays. Ainsi hier, n'avez-vous pas été vous-même le premier peuple qui prit les armes et se précipita pour la défense de la liberté de son sol et de son héritage? Nous sommes accusés d'avoir choisi la guerre pour passer le temps, mais de telles calomnies ne supporteront point l'examen. Nous proclamons notre désir de vivre en paix et de développer les ressources de notre pays pour la bénéfice de ses habitants.

Nous avons envoyé notre frère et nos ministres à Paris parce que c'est le berceau de la liberté, la capitale de l'égalité, la mère de la civilisation moderne et parce que nous avons espéré que la noble nation française qui si souvent a protégé les faibles et les affligés, reconnaît le droit du Rif de vivre comme une nation libre. Notre but, notre principe, notre idéal, c'est la paix et l'indépendance.

Les guerres dans lesquelles nous avons été engagés dans le passé, dans lesquelles nous sommes engagés aujourd'hui, nous ont été attaqués par la France. Nous nous adressons à la nation française pour qu'elle arrête ce massacre insensé d'une petite nation qui est résolue à mourir plutôt que de se soumettre.

Notre pays est toujours victime de diffamation et de rapports inexacts. Nous ne possédons pas de journaux pour présenter notre cause et dire la vérité; les quelques correspondants américains qui ont visité notre pays ont confirmé nos propres déclarations que nous n'avons ni aide étrangère ni bolchéviste dans notre entourage. Le coran et le Bolchévisme ne peuvent pas aller de pair ensemble. Nous et nous seuls administrons et contrôlons nos affaires civiles et militaires. A coup sûr, si nous avions possédé des journaux et des députés à la chambre, la France n'aurait pu rester sourde à nos plaidoyers et aurait répondu à notre appel pour la justice.

Nous proclamons une fois de plus notre désir de vivre en paix avec la nation française et nous terminons notre pétition et priant la chambre française des députés d'agrèrer nos hommages et nos souhaits amicaux.

Salaams!

Ecrit au quartier général du front sud, 25 ZIL-ZAADA 1343

(Sd) Mohammed Ibn Abd el Krim et KHATTABI.